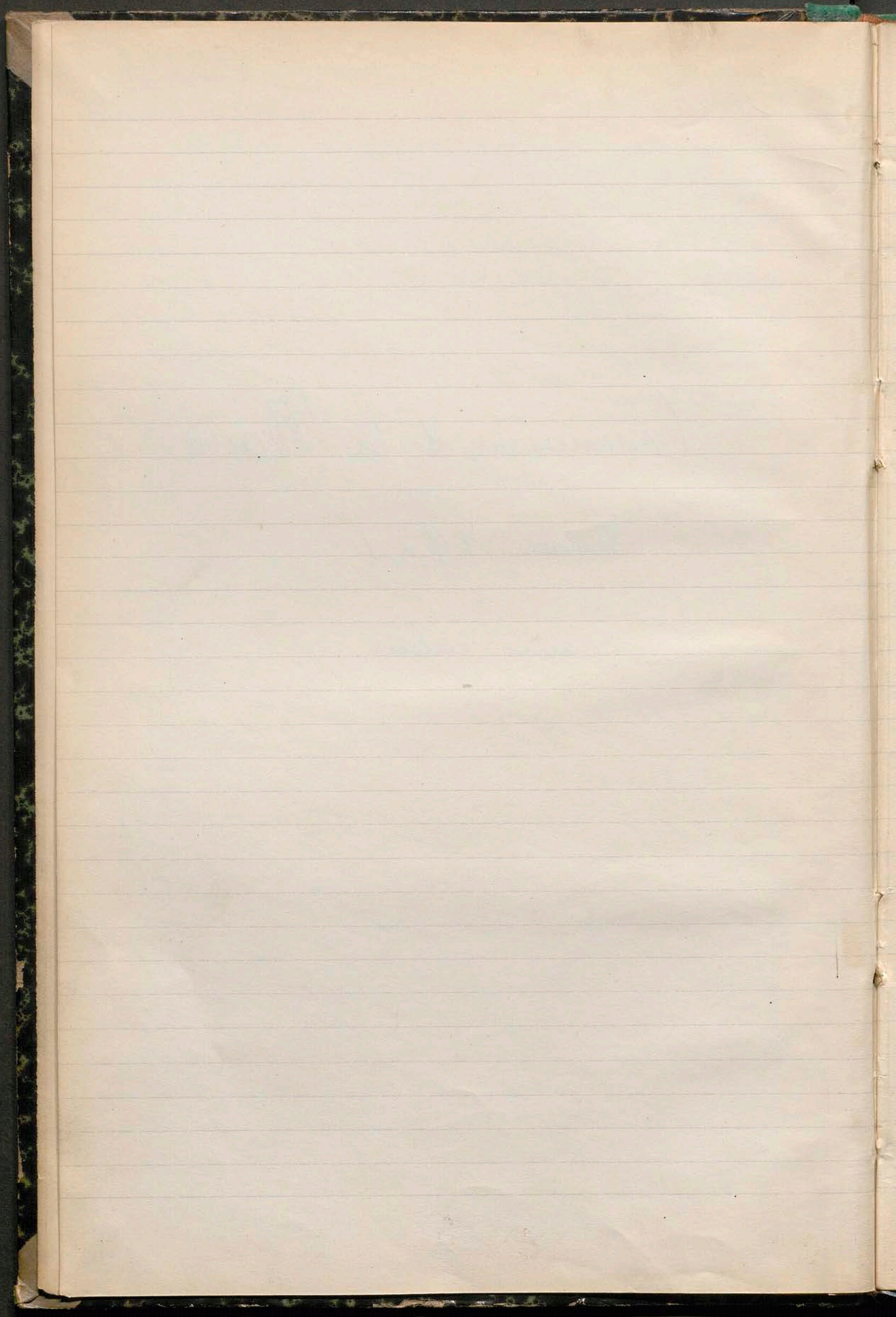


Commission de la Marine

Année 1921

Deuxième cahier



Séance du Mercredi 9 novembre 1921



Présidence de M. Guilleaume Vice-Président

Présents M. M. Lissier, Mulac, Vayssières, Brindeau, Farjon, Pottier, Brard, de Kerguez, Servain, Bergeon, de Laveignais, Debove, Dudoigt, Fortin, Lénier, Le Goadec, Perreau Pierrin, Enxtraum.

Excusés : M. M. Gaston Doumergue, Chaulhier Benard.

Audition de M. Guisthau Ministre de la Marine

M. le Ministre de la Marine est introduit.

M. le Président.

Vous avez demandé, Monsieur le Ministre à être entendu par la Commission de la Marine. Nous serons très heureux de vous entendre et je rais que quelques uns de nos collègues sont désireux de vous poser diverses questions.

M. Guisthau, Ministre de la Marine. - J'ai tenu à venir devant vous, tout d'abord pour vous entretenir de la question des assurances soulevée par l'article 3 que vous avez inséré dans le projet de loi relatif au programme naval et aussi pour vous mettre au courant et vous donner une vue d'ensemble sur l'œuvre que j'ai accomplie depuis que je suis arrivé à la Bure Royale.

Il est un reproche que j'entends souvent formuler contre la Marine : il y a trop d'officiers et surtout il y en a trop peu qui naviguent : c'est l'une des erreurs les plus communément répandues parce qu'on ne se rend pas compte du rôle nouveau imposé à la Marine et des moyens nouveaux mis à sa disposition.

Vous savez que la défense des côtes a été confiée à la Marine cette nouvelle mission exige une organisation qui est toute à créer. J'ai établi un projet que j'ai communiqué au

Maréchal Pétain. Celui-ci a voulu se rendre compte des choses
sur place, il a visité toutes nos organisations côtières et
la Marine peut être fière de l'impression que M. le Maréchal
Pétain a rapportée de ce voyage. Il m'a demandé de hâter
l'organisation de la défense des côtes. Le projet est main-
tenant au point et je compte en saisir cette semaine
le Conseil supérieur de la Marine. Dès qu'il aura été
adopté par le Conseil de la Défense nationale, je le
soumettrai au Parlement. Mais vous vous imaginez
sans peine ce que la défense des côtes assume pour une
liaison étroite des différentes armes, charge de personnel et
de personnel qui ne peut être toujours à la mer. Les torpilleurs,
les services d'acoustique, les sous-marins, les T.S.F.

L'armement des batteries nécessite un grand nombre
d'officiers qui doivent être à terre ou y retourner plus ou
moins longtemps. On ne peut donc prétendre que les officiers
à terre sont inutiles.

C'est à cette défense des côtes que sera attachée étroitement
la question des arsenaux.

Quand je suis arrivé à la Marine j'ai estimé tout de
suite que les arsenaux n'étaient pas faits pour continuer
à faire l'industrie, fuir et faire son travail. J'ai donc proposé
de cesser immédiatement les travaux de ces arsenaux. Vous vous
rappelez les débats auxquels cette décision a donné lieu devant
la Chambre. L'abandon des travaux de ces arsenaux a amené
un ralentissement de l'activité des arsenaux qui m'a permis
de voir un peu plus clair dans la situation et de me rendre
un compte plus exact de leur utilité. et j'ai examiné de
près l'éventualité de leur suppression suggérée à plusieurs
reprises par les commissions parlementaires.

Voici les conclusions auxquelles je suis arrivé. Je dois
dire qu'elles n'ont rien d'absolu et que si la Commission
maintient l'art 3 qu'elle a inséré dans le projet de loi

de programme naval, je m'incline. Je ne poserais certainement pas la question de confiance là-dessus.

J'ai voulu me rendre compte des choses par moi-même, je me suis rendu à Lorient l'un des arsenaux les plus visés. J'ai constaté que si l'on cédait l'arsenal à des particuliers on serait obligé de compenser dans la cession des bâtiments d'habitat militaire comme des hôpitaux, boulangerie, pharmacie qu'il aurait fallu par la suite reconstruire autre part et à grands frais en outre je ne vous apprends point qu'il y a eu ces derniers temps une tension assez grande entre l'Amérique et le Japon: nous avons été pendant cette période l'objet de sollicitations assez vives de la part de certaines nations qui voyaient la possibilité d'établir en France, avec notre consentement naturellement des bases navales. J'ai donc constaté l'importance que pourrait avoir pour nous, dans notre œuvre de politique extérieure la possession de bases navales que nous pourrions avoir à offrir à telle ou telle nation. Vous avouerez que c'est là un point de vue qui n'est pas à négliger.

Mais je veux surtout m'en tenir ici au point de vue économique. La suppression d'un arsenal entraîne des pertes importantes. Voici Rochefort: il y a dans cet établissement pour 30 millions de matériel environ. Etant donné la crise actuelle, l'industrie privée n'est pas en mesure de l'acheter: elle n'a trop elle-même pour ses besoins et ce matériel aurait tout fait la valeur de la vieille ferraille.

Si la suppression de l'arsenal serait désastreuse il n'en serait pas de même de sa cession à une grande entreprise privée d'ordre maritime à un grand charbonnier par exemple qui viendrait à l'arsenal son usage maritime et qui en temps de guerre pourrait être réquisitionnée. Pour vous donner un exemple du mode de cession que je recommanderai je vous indique que je suis en ce moment en pourparlers avec le Gouvernement général de l'Indo-Chine pour la

cession à la colonie de l'arsenal de Saïgon. Le gouvernement de l'Indo-Chine prendrait l'exploitation de l'arsenal qui cesserait son activité, son matériel et son personnel, mais en cas de guerre l'établissement serait mis à la disposition de l'état qui aurait toujours la priorité pour ses réparations et les travaux dont il aurait besoin.

J'ai opéré une cession du même genre pour un établissement moins important situé à la Martinique. Si je pouvais trouver pour Rochefort une combinaison pareille et si une offre sérieuse m'était faite je crois que j'y souscrirais.

Si la cession offre des avantages, la suppression aurait de graves inconvénients : je viens de vous indiquer que nous perdions 30 millions de matériel mais il en faut pas moins que nous réalisions tout au moins dans un avenir prochain de sérieuses économies de personnel. Celui-ci est de deux sortes le personnel immatriculé et le personnel temporaire.

Pour le personnel immatriculé je devrais ou le mettre à la retraite ou le répartir dans d'autres arsenaux. Ramener à la retraite sera une nouvelle charge pour nos budgets, la répartition dans d'autres arsenaux m'obligera à donner d'importantes indemnités de déplacement ou de dédommagement.

Quant au personnel temporaire, il n'y a aucun lien entre lui et l'état je puis le congédier avec plaisir d'un mois. Mais il y a tout de même des raisons d'humanité dont il faut bien compte. Les ouvriers sont spécialisés, ils ne pourraient guère trouver de travail que dans des industries similaires, or vous n'ignorez point que les chantiers de construction ont déjà trop de personnel et que les ouvriers n'y travaillent que deux ou trois jours par semaine, ils ne pourraient donc accueillir ces ouvriers congédiés : je me croirais tenu de leur accorder des indemnités plus fortes que celles qui sont prévues par le contrat. Bien que temporaires ces ouvriers travaillent depuis plusieurs années dans nos arsenaux et pendant la guerre

nous sommes bien heureux de les avoir.

Si nous supprimions Rochefort je réaliserais une économie de 13 millions par an, mais en face il faut mettre toutes les indemnités, les pensions que je devrais payer et qui pendant la première année et sans doute pendant les années suivantes m'obligeraient à des dépenses qui au début dépasseraient certainement l'économie réalisée. Il y a là une somme de dépenses que je ne puis chiffrer.

En outre dans un arrondissement maritime il y a deux choses qu'il ne faut pas oublier : l'arsenal et le port militaire.

Dans l'organisation de la défense des côtes dont je vous parlais tout à l'heure il y a prévu les secteurs qui appelleraient de hauts commandements, des centres où seraient réunis les moyens de défense : flottilles, avions, mines.

Vous devinez aisément que pour le secteur de l'Atlantique je serai bien heureux de me servir de Rochefort : j'ai l'intention d'y placer le commandement des secteurs : les bâtiments qui sont dans l'arsenal me serviront à loger les services que nécessitera ce commandement : si je ne les avais pas je serais obligé de les construire.

En outre il ne sera pas mauvais qu'à côté du commandement il y ait un centre de réparations pour tous les engins maritimes ou aériens dont pourra avoir besoin la défense des côtes.

Enfin je sais que le Ministère de la Guerre a l'intention de faire appel dans une large proportion aux troupes marines pour la défense de la métropole. Les troupes marines seront sans doute logées dans les ports : nous avons là des installations : casernes, hôpitaux, magasins qui sont tout construits et dont l'adaptation sera facile et rapide.

A ces raisons techniques viennent s'ajouter des raisons morales qui ne sont point négligeables. Le recrutement de notre personnel se fait pour la plus grande partie parmi les inscrits maritimes et pour une

petite part dans le recrutement terrestre. Le recrutement terrestre représente 4000 unités sur 14000. Malheureusement les meilleurs hommes du recrutement terrestre n'ont pas l'esprit très marin ils viennent chez nous pour se perfectionner dans certains métiers, mécanicien, électricien et s'ont qui une idée nous quitter le plus rapidement possible pour trouver dans l'industrie privée des salaires plus élevés. Ceux qui ont vraiment l'esprit marin sont ceux qui ont vécu autour des centres maritimes comme nos grands ports de guerre. Chaque région a même sa tradition. C'est ainsi que c'est dans la région de Rochefort que nous recrutons la plupart des médecins de marine. Rochefort a la plus vieille école de santé maritime, il s'est crée dans la population comme une sorte d'octavisme, si bien que dans les environs de Rochefort tous ceux qui désirent être médecins font leur médecine maritime. C'est la région de Rochefort qui alimente l'école de Bordeaux. Il y a donc intérêt à ne pas couper les racines de certains centres de recrutement.

Certains membres de la Chambre ont si bien compris cela qu'un projet de résolution a été déposé le 21 octobre. Le projet de résolution est ainsi conçu : la Chambre invite le Gouvernement à s'occuper à toute mesure concernant les arsenaux avant qu'elle ait été appelée à statuer sur leur utilisation.

Voici, Messieurs, les raisons qui me font penser que nous devons rester provisoirement dans le statu quo. A mon avis rien ne presse : il faut attendre que la défense des côtes soit organisée, que la question des troupes noires soit réglée et aussi que la politique extérieure soit devenue plus stable.

Si vous estimez au contraire que la suppression de certains arsenaux s'impose à vous de le dire, je m'inclinerais devant les décisions du Parlement et les exécuterais.

Mais si vous n'engagez pas la suppression de certains arsenaux il est une chose que vous pourriez me demander,

c'est d'y mettre de l'ordre. C'est ce que je me suis efforcé de faire depuis 9 mois.

Au premier janvier il y avait dans les arsenaux 23.088 ouvriers, au premier octobre il n'y en a plus que 21.836. J'ai opéré cette réduction sans porter atteinte aux droits acquis et je continuerai.

Dans les établissements d'artillerie il y avait

au premier janvier 4991 ouvriers

au premier octobre 4790.

En 1914 il y en avait 5000.

Aux travaux hydrauliques le nombre des ouvriers a passé de 404 à 214, de 228 à 200 dans l'habillement, de 441 à 383 dans ^{les subsistances} ~~l'habillement~~ et de 410 à 328 dans le service de santé.

Si je traite avec le Gouvernement de l'Indo-Chine et lui cède l'arsenal de Saïgon ce sont 3000 ouvriers de moins qui figureront au budget.

J'aurais aimé répondre ainsi au désir des commissions parlementaires. Certains prétendent que cette politique manque d'énergie je me demande si nous avons le droit d'aller plus loin : je ne le ferai en tous cas qu'en plein accord avec vous.

M. le Président Nous vous remercions de vos très intéressantes explications
M. Louis Lissac Je ne méconnaissais, Monsieur le Ministre, ni votre zèle, ni les difficultés que présente la réforme de nos arsenaux. Mais je constate que vous n'avez envisagé que les deux solutions extrêmes la suppression ou la cession : entre les deux il y a la modification, l'adaptation des arsenaux à la nouvelle situation créée par la guerre. En ce qui concerne Rochefort dont beaucoup demandent la suppression, que j'ai moi-même recommandée autrefois j'ai changé d'avis et j'estime que depuis la guerre il est le plus essentiel. C'est le seul qui soit à l'abri des attaques des avions anglais ou italiens : à ce point de vue, il est

bien supérieur à Brest et à Lorient qui depuis le développement
de l'aéronautique ne sont pas à l'abri des incursions aériennes.
Nous avons en France cinq arsenaux (je ne parle pas
de Bizerte qu'il faudrait supprimer car il serait très facilement
embouteillé et constituer un arsenal de paix et non de guerre).
Ces cinq arsenaux sont tous conçus sur le même modèle.
Ne voyez-vous pas qu'il y aurait lieu d'encourager leur
spécialisation. C'est ainsi que je verrais très bien et tout
donner la sécurité dont il faut au point de vue des
attaques d'avions, Rochefort devenir un grand atelier de
pyrotechnie et un grand dépôt de munitions. A Lorient
et à Brest les pyrotechnies sont en pleine voie. Que
deviendrait donc Lagoubran et S'Nicolas au lendemain
d'une déclaration de guerre avec l'Italie ou l'Angleterre.
S'Nicolas est un peu mieux caché et abrité, mais Lagoubran
est exposé et on croirait qu'on a tout fait pour le bien
signaler aux aviateurs ennemis. A Brest comme à
Lorient vous êtes obligé de faire des cavernes. Pourquoi
ne pas avoir une grande pyrotechnie à Rochefort. Les
munitions étant donné le développement de notre réseau
de chemins de fer seraient rapidement distribuées aux
ports qui en auraient besoin.

M. le Ministre

Il faut une pyrotechnie à côté des ports qui abritent
nos principales escadres : des travaux sont prévus pour
mettre à l'abri les dépôts de munitions et les pyrotechnies de
Lorient et de Brest.

M. Louis Lissac

Je ne vois pas l'utilité d'une pyrotechnie à Cherbourg
et à Lorient. Pourquoi ne pas développer telle ou telle
partie d'un arsenal et ne pas lui supprimer des services
qui sont utiles : il n'y a aucun avantage à avoir
les mêmes services dans les cinq ports militaires de France.
J'estime pour ma part que Lorient est inutile.
Lorient, Brest et Rochefort sont indispensables à notre

flotte reste Cherbourg qu'on ne peut supprimer pour des raisons politiques. On pourrait le spécialiser dans la construction des mines.

Les spécialisations et transformations que je recommande ne seraient pas vues d'un mauvais oeil par les villes voisines des arsenaux. C'est ainsi qu'à Rochefort en dehors de la pyrotechnie, vous pourriez développer les ateliers de petite tôlerie, utiles aux réparations d'armement, aux tous-marins, aux torpilleurs laissant à d'autres arsenaux le soin de construire des unités plus importantes.

Vous voyez, Monsieur le Ministre, qu'entre la suppression et la ~~transformation~~ ^{cessure} il y a la transformation, l'aménagement nouveau des arsenaux qui concentrera les efforts et leur fera donner un meilleur rendement.

M. le Ministre

Je ne suis pas du tout hostile à la transformation de certains arsenaux : au contraire mais encore avant de les transformer faut-il que je sache si je les conserverai. Si vous décidez de maintenir nos arsenaux je suis tout à fait d'accord avec vous pour opérer leur spécialisation.

Vos observations sur la mauvaise situation de certaines pyrotechnies sont justes : quand elles ont été construites l'aviation n'existait pas et il est certain que l'intervention de celle-ci dans les opérations de guerre nécessite certaines transformations. Dès que le projet de loi sur la défense des côtes sera adopté je prescrirai les mesures nécessaires pour mettre les pyrotechnies de Brest et Lorient à l'abri des menaces d'aviation.

Je suppose que vous gardiez tous les arsenaux : rien n'empêche leur spécialisation : Lorient est absorbé par les réparations je ferai de Lorient un port de construction pour les grosses unités de Brest une part mineure : construction et réparations et Rochefort construirait les petites unités : celles qui peuvent sortir par toutes les mers. Cherbourg s'occuperait des

mines et des traqueurs de mine.

En ce moment je suis gêné non seulement par l'organisation des arsenaux mais par les règles budgétaires c'est ainsi que les crédits ^(personnel) pour les constructions neuves et pour les réparations figurent sous deux chapitres séparés : je ne puis payer le personnel des uns sur le crédit des autres. Dernièrement j'ai eu les plus grosses difficultés. Ayant à réparer les mines en allemandes j'avais réparti celles-ci dans tous les ports. Lorient a eu besoin d'un supplément d'ouvriers de réparations je n'ai pu les lui donner et j'ai dû prendre peut-être un peu irrégulièrement des ouvriers affectés aux constructions neuves. Je vous indique cela en passant et demanderai dans le prochain budget que le personnel puisse être interchangeable tout au moins au point de vue crédits.

Je suis donc partisan d'une spécialisation des arsenaux, mais pour la réaliser il faut que je sache quels sont ceux que je conserverai.

En ce qui concerne la création d'une grande pyrotechnie à Rochefort c'est une grosse question : je suis en pourparlers avec la Guerre pour savoir si nous ne pourrions pas avoir une fabrication unique tout au moins au point de vue des locaux. Nous avons une école d'artillerie de marine tout à fait remarquable ne pourrait-on y envoyer les officiers de terre qui ont à commander l'artillerie lourde. Un polygone de tir unique suffisant à la Guerre et à la Marine. C'est la question qu'il sera utile de traiter au moment où sera examinée la question de la défense des côtes.

Pour le moment se pose la question de l'article 3 que vous avez inséré dans le projet de programme naval. Conserverai-je ou non mes arsenaux.

M. Pureau

Je n'ai pu assister à la séance où a été voté cet article 3. Si j'avais été présent, je l'aurais combattu.

En réalité c'est Rochefort qui est visé par l'art. 3.

La cession de Rochefort à l'industrie privée serait une faute grave. Pendant la dernière guerre, on s'est aperçu que nous avions besoin de tous nos arsenaux: on a si peu songé à les supprimer qu'on a amélioré leur outillage; à Rochefort on a dépensé plus de 3 millions et il est maintenant admirablement outillé pour la construction des petits unités torpilleurs et sous-marins.

Savez-vous ce que vous risquez demain. Supposons que nous ayons la guerre navale avec l'Angleterre. Vous n'aurez de base navales sérieuses que dans les rades abritées par les îles qui avoisinent Rochefort. En hiver c'est là où viendront se réfugier par gros temps les navires qui ne peuvent entrer ni à Brest ni à Nantes ni à La Pallice. Il faut ignorer tout de la Marine pour vouloir supprimer Rochefort. C'est Colbert qui a créé ce port militaire il avait tout d'abord songé au Pertuis Breton il y a renoncé ne le trouvant pas assez sûr et il a choisi Rochefort qui commande les magnifiques rades des îles d'Yeu et de Ré. Vous avez là un arsenal à l'abri des incursions d'avions, des bombardements de mer, où peuvent facilement entrer les croiseurs de 2^e classe: je vous en prie, conservez-le.

Je demanderai à la Commission de supprimer l'art. 3.

M. de Kerguezec

Les ports militaires ont été créés en vue des besoins de guerre. Quand Rochefort et Lorient ont été construits nous n'avions qu'une flotte à voiles. Rochefort comme vous l'avez dit nous cher celle que tant donné la proximité des rades était un excellent port de rabat. Mais les choses ont changé depuis et la vapeur a modifié les conditions de la guerre.

Il y a de nombreuses années qu'on envisage la suppression d'un certain nombre d'arsenaux. Il peut être agréable de dire la France a six arsenaux mais il est lamentable de constater qu'aucun n'est outillé comme il devrait l'être. L'Angleterre et l'Italie depuis la guerre ont supprimé des arsenaux, nous, nous conservons précieusement les nôtres et quand on les visite on s'aperçoit de l'insorganiation et de

désordre qui y règne; rien n'y est moderne, nous supportons le lourd passif des années, et lors que vous interrogez les ingénieurs ils vous répondent que ce sont des arsenaux de misère. Si on les compare aux chantiers de l'industrie privée, l'impression est lamentable.

Pourquoi cela? Parce qu'il n'y a pas de crédits. Pendant la guerre j'en ouï cela de près et j'en suis arrivé à cette conclusion que le seul moyen de remédier à cet état de choses c'était de diminuer les arsenaux et de concentrer tous les efforts financiers sur quelques uns qui pourraient alors rendre de véritables services.

La Chambre des députés avait pris cette décision, le Ministre de la Marine avait approuvé et c'est un officier général qui contre la volonté de son ministre a fait échouer le projet. Vous savez, Monsieur le Ministre de qui je veux parler. Les officiers des constructions navales ne sont pas sous l'influence générale, ils ne considèrent que l'intérêt de corps. Le Ministre d'alors avait cherché des industries privées capables de prendre à leur compte certains arsenaux: une commission s'éleva même au ministère de la Marine: pas de doute qu'à ce moment on eût eu les plus grandes chances d'aboutir: ce sont les ingénieurs du génie maritime qui, se servant des relations qu'ils avaient conservées avec les ingénieurs de l'industrie privée leurs camarades de Polytechnique ont fait échouer les fourparlers. Les choses en sont là.

Au point de vue budgétaire il n'est pas possible de amener cinq arsenaux en France je ne parle pas de Bizerte. Bizerte est indispensable, croisant des flottes avecoulon il balaye la Méditerranée et y assure notre hégémonie. Loulon et Brest sont nécessaires et pour eux la question ne se pose pas. Cherbourg aussi est indispensable pour les sous-marins et l'aviation.

Faut-il déclarer qu'on va supprimer Lorient et Brest

Entendons nous. Il faut assurer la défense des admirables rades dont a parlé M. Perreux, conserver des ports de refuge mais du fait qu'on y conservera des organismes militaires cela veut-il dire qu'il doit nécessairement y avoir à côté des arsenaux militaires. Ne peut-on y installer des abris avec une surveillance militaire qui s'exercerait lorsque cela serait nécessaire? Cela permettrait de réaliser les économies dont on avait parlé.

Vous ne pouvez faire d'économies sur le personnel combattant. On vous reproche d'avoir trop d'officiers de marine. On a tort; il est hors de proportion avec le matériel que vous possédez? c'est possible mais en marine plutôt que partout ailleurs la valeur du personnel est indispensable. On crée un matériel maritime en 10 ans, il faut 30 ans pour constituer un corps d'officiers de marine. Donc s'il y a des économies à réaliser il faut les faire sur le matériel et sur le personnel qui touche au matériel.

Vous avez plus de 100 officiers généraux pour 8 bateaux. Vous ne pouvez opérer, je viens de vous expliquer pourquoi, de réduction sur les amiraux, vous ne pouvez toucher non plus aux services hydrauliques, mais dans l'artillerie navale, dans le corps des mécaniciens, dans le corps des ingénieurs, dans celui des commissaires, dans le service de santé n'avez-vous pas des officiers généraux en surcroît et ne pouvez-vous en faire disparaître beaucoup le jour où par suite de la suppression des arsenaux, il n'y aura plus de postes pour eux. A Lorient à Rochefort, vous avez des officiers généraux de tous les corps: si les arsenaux militaires sont supprimés il n'y aura plus de raison pour conserver ces officiers généraux. De plus chaque arsenal entraîne une multitude de bateaux de servitude, tous commandés par des officiers. Voilà des économies complémentaires à réaliser.

Ces sont ces raisons qui me font demander la suppression de 2 arsenaux et d'un établissement quinqué qui est pour le budget une charge formidable depuis qu'on ne fait

plus de cuirassés. Cette suppression permettrait de porter tous les efforts sur les autres et de les organiser et les outiller industriellement.

M. le Ministre

On peut réaliser des économies sur le personnel sans atteindre sans toucher aux ports. Dans les corps que vous avez indiqués j'ai décidé qu'il ne serait pourvu aux vacances d'officiers supérieurs que dans la proportion de 1 sur deux.

Comme vous l'indiquez je n'ai pas songé à réduire le personnel des officiers de marine: je n'en aurai pas trop lorsque j'aurai organisé la défense des côtes.

J'ai de beaucoup diminué les officiers mécaniciens et je continuerai.

Pour les ingénieurs l'effectif légal (officiers supérieurs) est de 216 je n'en ai que 194 je projette de le réduire à 180.

Pour les ingénieurs d'artillerie l'effectif légal est de 150 je n'en ai que 144.

Pour les médecins l'effectif légal est de 370. je n'en ai que 341 et les réduirai à 300.

Pour les commissaires l'effectif légal est de 237 je n'en ai 210 et projette de les réduire à 177.

C'est dire qu'on peut arriver à des compressions tout en ménageant certains droits.

M. de Kerqueré

C'est fort bien mais cette mesure n'est pas régulière. Pour les ingénieurs d'artillerie navale on pourrait peut-être les grouper en un corps unique avec les ingénieurs d'artillerie de la guerre.

M. Lémery

Comme rapporteur du projet de loi sur le programme naval je suis enchanté des explications qui viennent d'être échangées. Elles prouvent que ce qui fait reformer ce ne sont pas seulement nos arsenaux, mais la Marine tout entière.

Mais je ne veux examiner pour ma part que le problème posé par l'art 3. Monsieur le Ministre vous a dit qu'il ne s'opposait pas à son vote, mais qu'il ne l'appuyait pas. J'avais noté dans mon rapport, que les

arsenaux mangent la plus grande partie des crédits accordés au ministère de la Marine : la marine navigante mange de tout et la Marine de terre devore tout. La France après avoir tenu le ^{deuxième} ~~premier~~ rang dans les marines de guerre est tombée au cinquième au sixième. Si nous ne voulons pas continuer cette dégringolade il faut un aménagement nouveau des services et des crédits ; il faut ne pas laisser les frais généraux des arsenaux absorber la plus grande partie du budget, il est nécessaire de concentrer les efforts sur deux ou trois points, de chercher à diminuer ces frais généraux et à obtenir un meilleur rendement.

C'est à la suite de l'exposé de la situation que j'avais fait dans mon rapport, que notre Président M. Gaston Doumergue a estimé que ces observations réclamaient une sanction, et qu'il a proposé l'article 3 que la Commission a adopté.

La question se pose aujourd'hui dans les mêmes conditions. Il ne peut être question d'abandonner des ports de refuge ou des ports militaires, ce que nous ne saurions faire sans avoir pris l'avis du Conseil supérieur de la Marine : nous n'avons même pas voulu indiquer quels étaient les arsenaux qui devaient être supprimés ; nous avons dit ceci : alors que l'Angleterre qui a une flotte si puissante supprime deux arsenaux que l'Italie en supprime trois et engage près de 10000 ouvriers, il serait vraiment paradoxal de voir la France conserver les cinq arsenaux qu'elle possédait avant la guerre. Nous désirons la réduction de frais généraux ce qui nous permettra d'améliorer le matériel des arsenaux conservés. Voilà comment se pose le problème.

M. Lissier

C'est avec raison que M. le Ministre s'est plaint de la spécialisation des crédits en travaux neufs et travaux de conservation tout au moins en ce qui concerne les ouvriers. Il y aurait un moyen de remédier à cet inconvénient ce serait de créer des feuilles d'ouvriers : on pourrait ainsi les employer indifféremment aux travaux neufs ou aux travaux

de réparation

Je ne partage pas l'opinion de M. de Keruzor en ce qui concerne la suppression d'un certain nombre d'officiers généraux des services. Si nous voulons dans ces services des officiers instruits il faut leur assurer un avancement régulier et une belle situation en fin de carrière. Le nombre des officiers généraux doit être proportionné à l'importance des cadres.

En ce qui concerne les officiers de marine, le personnel combattant je suis au contraire d'accord avec M. de Keruzor. Les conditions de la guerre moderne exigent beaucoup plus d'armées qu'autrefois : une nation, comme la nôtre, qui est limitée dans son effort par la question argent doit porter tout son effort sur le personnel. La guerre turque s'est enrichie d'un nombre d'ingénieurs nouveaux qui en font une véritable guerre scientifique où la valeur du personnel et son entraînement joue un grand rôle. La défense des côtes va certainement exiger un certain nombre de commandements qui devront être donnés à des amiraux. Mais il ne faut pas gaspiller ce personnel, il faut supprimer dans les armées tous les services de garde militaire là où ils sont inutiles et il y en a beaucoup.

La question qui se pose en ce moment est celle-ci. Qu'allons nous faire des arsenaux ? Les conserver, les céder ou les transformer. Je suis nettement partisan de leur transformation. Il y en a qu'un dont la suppression s'impose c'est celui de Bizerte : il est tout à fait inutile et en temps de guerre il serait inaccessible non n'étant plus facile que de l'embouteiller c'est Port-Arthur ou à l'inverse. Celui-là on pourrait le céder à une entreprise privée. Etant donné la proximité des mines algériennes je suis persuadé qu'on trouverait facilement une société qui le prendrait.

Il nous faut d'abord défendre la France. Lorient

n'est pas d'une utilité absolue, mais si on le supprimait, ce serait se priver des plus beaux chantiers et des plus modernes que nous ayons pour la construction d'unités importantes. Quant à Rochefort je vous ai indiqué pourquoi j'estimais que depuis la dernière guerre il avait pris une importance prépondérante, il faut qu'il conserve des ateliers de réparations. J'ajoute et je maintiens qu'on a la possibilité de transférer à Rochefort un certain nombre de projections mieux placées. Si l'on fait cela on conservera une base navale de premier ordre et les habitants de la région auront satisfaction. Quant aux autres arsenaux personne ne les discute. Pour ma part je suis d'avis de n'en supprimer aucun, agir autrement serait une faute grave.

M. le Ministre

En ce qui concerne le fort de Bizerte non seulement je pense selon la pittoresque expression de M. de Kerguelen qu'il est absolument nécessaire pour balayer la Méditerranée mais j'estime qu'il présente un intérêt de premier ordre pour la prospérité du Nord Africain : il est voisin des grands chemins de fer, les munit il les protège et au besoin peut leur servir de débouché. Jamais je ne proposerai la suppression de Bizerte.

Un dernier mot : devant notre situation budgétaire j'ai eu de mon devoir de chercher à réaliser des économies. Après une étude approfondie j'ai apporté dans mon budget une réduction de 173 millions et je crois avoir fait disparaître certains abus. J'ai vendu pour 16 millions de navires condamnés (sous le contrôle de l'administrateur des finances bien entendu, et j'ai donné pour 10 millions de vieux navires à l'entrepreneur qui entretient les écluses de Liberte. Je crois que j'ai donné là un bon exemple mais je ne puis aller plus loin.

Il faut que notre Marine soit un organe agissant : je n'ai pas la prétention de lui donner en un an tout ce qu'il lui faut comme bateaux : j'ai présenté un programme qui est un minimum et qui pourra dans l'avenir être

augmenté soit d'unités cuirassées soit de petites unités suivant
les besoins de la situation politique : il n'engage pas les théories
de l'avenir.

J'ai préparé un programme pour la défense des côtes dès qu'il
sera adopté par le Conseil supérieur de la Défense nationale
je le soumettrai au Parlement.

Enfin je me suis préoccupé de la question du Haut Commandement.
Les circonstances ont modifié le rôle de la Marine
je me suis inspiré pour le Haut commandement de ce qui existe
pour l'armée de terre : il me faut des inspections fréquentes et
lointaines dirigées par une ~~puissance~~ autorité centrale qui
assurera l'unité des efforts. Ceci sera l'objet très prochain d'un
décret.

Je déposerai un projet de loi organisant la mobilisation et
l'utilisation des navires de commerce : une loi est nécessaire
pour imposer aux armateurs certains aménagements ou
certains dispositifs qui me permettent en temps de guerre de
les armer et de m'en servir pour des buts offensifs ou défensifs
j'ai soumis ce projet au Comité des armateurs qui l'étudie.

Enfin quand tout cela sera voté, mais alors seulement
je présenterai une loi des cadres : en attendant je restreindrai
le nombre des fonctionnaires des services pour qu'au jour du vote
de cette loi des cadres, je n'aie personne à mettre à la porte.

Mais il est un point sur lequel je ne saurais opérer aucune
diminution c'est sur le cadre des officiers de marine. Plus que
jamais j'ai besoin de la quantité et de la qualité. J'ai créé
une école des Hautes Etudes qui sera pour moi une pépinière
pour le Haut Etat Major. Les examens d'entrée très difficiles
opéreront une sélection : j'ai nommé des professeurs remarquables.
Ce sont en effet tous des hommes de haute valeur.

M. Louis Tessier

M. le Ministre

J'ai réorganisé l'école du Borda ^{des sciences de la navigation} ~~par~~ maintenant dans
l'école ~~navale~~ tout ce qui pourra les mettre au courant
des nouveaux engins. Car aujourd'hui il ne suffit plus

à un officier de marine de savoir conduire un navire, il faut qu'il apprenne le maniement de la torpille de la T.S.F. des moteurs.

Il est encore un point sur lequel je voudrais attirer votre attention : notre corps d'ingénieurs de la marine est un corps d'élite bien peu nous restent hélas, enlevés qu'ils sont par l'industrie privée qui les recherche et leur offre des avantages pécuniaires que l'Etat ne peut leur offrir. Il s'agit pour nous de les reprendre. J'ai décidé tout d'abord et c'est une bien petite partie de l'œuvre qu'il y a à accomplir d'améliorer les conditions d'habitation dans lesquelles ils travaillent. Il faut voir dans quels greniers ils sont installés rue Royale. J'en suis honteuse. Je veux transporter le service au bassin des carènes. Je prendrai les frais de cette nouvelle installation sur les crédits du programme naval : j'estime que c'est mon droit. Quand un industriel reçoit les commandes d'un navire il fait entrer dans les frais généraux applicables à ce navire les bâtiments, les salles de dessin qu'il a dû construire d'ailleurs ces dépenses ne seront pas bien fortes elles représentent à peine 0⁵75 0/00 des crédits.

Je voudrais également qu'il y ait plus d'intercommunications entre nos ingénieurs de marine et les ingénieurs de la guerre et les ingénieurs des chantiers privés : en travaillant plus souvent en commun ils profiteraient les uns et les autres de leurs études, de leurs découvertes. Je désirerais réaliser pour la Marine ce qui existe déjà pour l'aviation.

Mais tout cela est une tâche de longue haleine et qui demandera l'adoption d'une série de projets de loi : je sais qu'en cette matière je puis compter sur l'aide du Parlement.

Aujourd'hui la question à discuter est plus restreinte. Devons nous ou ne devons nous pas conserver les cinq arsenaux qui existent en France. Je vous ai donné les raisons qui à mon sens militent en faveur de leur maintien : je crois qu'ils seront utiles à la défense des côtes.

telle que je l'envisage mais je vous le répète : je m'inclinerai
devant votre décision.

M. le Ministre La Commission, Monsieur le Ministre, vous remercie de l'insistance
à la fois loyale et courageuse que vous avez bien voulu lui faire.

M. Gueth'aux Ministre de la Marine se retire.

M. le Président Je pense que la Commission voudra lever sa séance. Nous
pourrions renvoyer à la prochaine séance la discussion et
la décision sur l'amendement de M. Perreau qui demande
la suppression de l'article 3 inséré par la C^m dans le projet de
loi relatif au programme naval. (Assentiments)

M. Perreau. Je dénie que l'ordre du jour de la prochaine séance mentionne
cette discussion.

La C^m fixe sa prochaine séance au Mercredi 16 Novembre.
La séance est levée.

Séance du Mercredi 16 novembre 1921

Présidence de M. Gaston Doumergue P.^r

Présents M. M. Gaston Doumergue, de Kerqueze, Penneau, Dudoigt, Le Har, Roustan, Lémery, Guilloleau, Riottreau, Morand, Brindeau, Brard, Hennessy, de Lavigneau, Farjon, Mulac, Lissier, Fortin

Excusi: M. Chullien Boudard.

M. le Président M. le Ministre de la Marine me fait connaître qu'il désirerait être à nouveau entendu par la Commission et qu'il est au Sénat se tenant à votre disposition.

La Commission décide d'entendre immédiatement M. le Ministre de la Marine.

M. Guisthiau Ministre de la Marine est introduit, il est accompagné des amiraux Grauet et Brisson

M. Guisthiau

Ministre de la Marine

J'ai été informé que M. de Kerqueze avait l'intention de déposer un amendement demandant la construction de 36 sous-marins au lieu des 12 que comportait le projet de loi que vous avez étudié. J'ai désiré être entendu sur ce point par la Commission.

M. Lémery R.^{ém}

L'amendement de M. de Kerqueze ne modifie le projet de loi que sur un point le nombre de sous-marins, il conserve les 3 croiseurs, les 6 torpilleurs d'attaque et les 12 torpilleurs. C'est donc une augmentation de dépenses. Je me demande si dans ces conditions le Sénat a le droit d'adopter cet amendement. Sur la demande de la Commission des finances M. le Ministre de la Marine a saisi la Chambre d'un projet de loi portant ouverture des crédits nécessaires pour la construction des 3 croiseurs, 6 autres torpilleurs 12 torpilleurs et de 36 sous-marins. Si vous acceptiez l'amendement de M. de Kerqueze il faudrait de nouveaux crédits. Le Sénat a-t-il le droit d'augmenter ainsi les dépenses?

M. de Kergrève

Le projet déposé par M. Leygues ne comportait la construction d'aucun sous-marin; à ma demande, M. Landry quand il prit possession du Ministère de la Marine ajouta au programme de M. Leygues 12 sous-marins. La Commission de la Marine de la Chambre, sur ma proposition et le ~~C^{on}~~ du budget ensuite portèrent le chiffre des sous-marins de 12 à 36. M. Landry avait accepté ce chiffre. Mais M. le Ministre des finances, arguant de la situation budgétaire demanda que de 36 le nombre des sous-marins fût ramené à 12. Je vois que dans ces conditions, le Sénat a tout à fait qualité pour reprendre le chiffre de 36 qui se le repète avant d'être tout d'abord adopté par la Commission de la Marine et la Commission du budget de la Chambre.

M. Gaston Doumergue
Président

Il y a deux choses: le programme naval et les crédits nécessaires pour son exécution. Le Gouvernement nous a proposé un programme, nous l'avons examiné, discuté et adopté. La Commission des finances du Sénat saisie pour avis et a décidé qu'avant que le projet vienne en discussion il fallait que les crédits qu'il comportait fussent votés par la Chambre tout d'abord. C'est une théorie. Mais je n'estime pas qu'une fois ces crédits votés par la Chambre votre Commission et le Sénat soient par la suite et que nous soyons obligés de nous tenir dans les limites des crédits votés par l'autre Assemblée. La Commission de la Marine du Sénat est saisie d'un problème technique: elle doit voter ce que j'estime nécessaire à la défense nationale, voilà les unités qui me paraissent nécessaires pour la sécurité du pays. C'est son devoir, elle ne peut s'y dérober. La Commission des finances intervient ensuite et dit: "il y a ou il n'y a pas assez d'argent dans le budget pour opérer les constructions demandées par le ~~C^{on}~~ de la Marine: je desire en outre que les crédits soient votés par la Chambre avant de me procurer". Mais, nous, Commission technique

vous ne sommes pas liés. Nous donnons notre avis sur le programme nécessaire il est réalisable au point de vue financier, mais nous devons le voter tel que nous le comprenons je crois être dans la vérité parlementaire en exposant cette opinion (Assentiment)

M. Limeray

Au point de vue théorique vous avez raison, mais le fait est celui-ci un programme a été déposé par le Gouvernement voté par la Chambre qui va être appelée à donner les crédits pour l'exécution de ce programme. Nous allons nous trouver en face d'une somme x à dépenser sur plusieurs années; or il faut nous mouvoir à l'intérieur des crédits adoptés ou si nous adoptons l'amendement de M. Berquier qui prévoit des unités sous-marines supplémentaires le Gouvernement sera obligé de demander à la Chambre un supplément de crédits

M. le Président

La question: "crédits" n'est point notre affaire. Nous avons à donner un avis technique: nous déclarons, c'est une supposition, le projet du Gouvernement est insuffisant pour assurer la sécurité du pays, nous proposons la construction de 40 sous-marins supplémentaires. La Commission des finances et le Gouvernement pour des raisons budgétaires s'y oppose. Le Sénat nous départagera.

Il n'est pas dans notre rôle, du tout au moins ce serait singulièrement le restreindre que d'arriver devant le Sénat et de lui dire: on nous donne une certaine somme à dépenser voilà comment nous vous proposons de la dépenser. Nous avons, en tant que Commission de la Marine de guerre, à exposer la façon dont nous concevons la défense maritime de la France: on ne nous pardonnerait pas d'agir autrement.

On m'objecte le Sénat n'a pas le droit de proposer des dépenses nouvelles: autant alors lui retirer la possibilité de proposer la nouvelle réforme. Nous avons inséré dans le projet de loi un article 3 qui cela a été dit à la Commission à la dernière séance peut être pendant quelques années une source

de dépenses. Et cependant vous n'avez pas hésité à le voter.

Ceci est une autre question se pose. M. le Ministre doit nous dire si les 24 sous-marins proposés par M. de Kerguellec répondent à un besoin et si leur construction fait partie de la conception d'un programme que peut approuver le Département de la Marine: c'est le seul point qui doit nous préoccuper.

M. le Ministre Sur les questions de forme il ne m'appartient pas de me prononcer. Mais on me semble avoir perdu de vue ceci: le programme que nous discutons n'est qu'une branche extraite d'un programme plus complet déposé en 1912 et ~~pour lequel~~ dont la guerre a empêché la réalisation: le programme de 1912 envisageait la construction de 97 sous-marins. Après la guerre M. Leygues demanda la mise en chantier d'une partie du programme de 1912: il jugea à ce moment que la construction de croiseurs et de torpilleurs était plus urgente que celle de sous-marins, mais il avait bien l'intention de proposer dans les tranches suivantes un nombre important de sous-marins. Je considérais tellement le programme de 1912 comme une charte que j'avais demandé ~~de~~ l'insertion dans le budget de 1914 d'un crédit de 90 millions destiné à continuer le programme en ce qui concernait les petites unités et ce crédit avait été voté par la Chambre, mais votre Commission des finances a dit: non le programme de 1912 est caduc, faites voter un nouveau programme et nous vous donnerons les crédits: c'est dans ces conditions qu'en mai de Juin dernier j'avais fait voter par la Chambre le projet que nous discutons aujourd'hui pensant qu'il me serait possible d'y attribuer la tranche de crédits (90 millions) qui m'avait été promise lors du vote du budget de 1921.

La ~~Commission~~ des finances a estimé qu'il fallait une nouvelle loi de crédits. Pour aller vite j'ai accepté cette manière de faire. Car pour moi la forme importe peu, ce que je souhaitais c'est de pouvoir au plus tôt commencer les constructions.

Sur le ~~point~~ de l'amendement de Berquegee je suis d'accord avec son auteur : j'avais moi-même accepté devant la Commission de la Chambre le chiffre de 36 sous-marins. Mais devant les objections du Ministre des finances j'ai dû faire machine arrière et c'est alors qu'on en revint à 2 croiseurs 6 contre torpilleurs 12 torpilleurs et 12 sous-marins.

Mais la question de fond est aujourd'hui dominée par une question d'opportunité. Vous avez adapté le programme réduit, la Commission des finances est prête à lui donner un avis favorable dès que la Chambre aura voté les crédits. J'ai dépassé la demande de crédits que comportait le projet adopté par vous la Chambre va se prononcer d'ici quelques jours je vous ^{en}appellerai aussitôt le projet de loi : cela peut aller très vite. Si vous modifiez le programme, il faudra retourner devant l'autre Assemblée tout cela occasionnera des retards. Il y a eu certainement dans nos arsenaux comme sur les chantiers privés une crise économique grave. J'avais demandé aux ^{chefs} ~~ministres~~ des finances en vue de remédier à cette crise, ai été autorisé à passer les commandes pour le tiers seulement du programme, cela m'a été refusé : si bien qu'à l'heure actuelle je n'ai pu passer aucune commande de tôles. Vous voyez qu'il est important d'aller vite.

J'admetts toutes les solutions pourvu qu'on aboutisse. Il me vient une idée : mon opinion n'est pas douteuse, je préfère évidemment avoir 36 sous-marins plutôt que 12. mais vous allez avoir bientôt l'occasion de vous prononcer. Les 12 sous-marins que je vais mettre en chantier sont des unités de grande patrouille : le projet de défense des côtes qui a été adopté tout récemment par le Conseil supérieur de la Marine va être déposé. Il comporte entre autres dispositions la construction d'un grand nombre d'unités sous-marines destinées à protéger nos côtes. Peut-être voudrez-vous bien considérer que le vote des 12 sous-marins que propose M. de Berquegee n'est qu'ajourné. Le programme de 1912 comportait 94 sous-marins

tant de grande que de petite patrouille. Je ne vous demande aujourd'hui que les 12 sous-marins qui me sont nécessaires pour conserver la maîtrise de la Méditerranée et arriver au niveau de l'Italie vis à vis de laquelle nous avons une infériorité de 12 sous-marins. Mais il reste bien entendu que nos besoins ne s'arrêtent pas là et que j'ai besoin d'autres unités que je vous demanderai lorsqu'il s'agira d'assurer la défense des côtes.

Pour le moment je vous prie de ne rien modifier au projet car je désire qu'il soit adopté par les deux Chambres et devienne définitif aussi tôt que possible.

M. le Président. En somme, Monsieur le Ministre, votre véritable programme celui qui vous donnerait satisfaction c'est celui qui avait adopté la Commission de la Marine de la Chambre et auquel vous avez donné votre adhésion soit 6 croiseurs, 12 contre-torpilleurs, 12 torpilleurs et 36 sous-marins. Vous ne l'avez abandonné momentanément que pour des raisons budgétaires. La réduction que vous avez acceptée n'est pas définitive dans votre pensée et ~~malgré~~ vous ne vous y êtes rallié que pour aboutir rapidement.

(M. le Ministre fait un geste d'assentiment.)

Mais ce programme avait été adopté avant l'ouverture des conférences de Washington sur le désarmement naval.

Il n'est pas douteux que les discussions de Washington peuvent vous amener à modifier les cadres où vous devriez renfermer vos constructions. Les premières déclarations de M. Hughes avaient semblé mettre à l'écart de toute réduction d'armement la France et l'Italie. Mais l'Angleterre intimement a tenu qu'on laissât à ces deux nations un tonnage sous-marin trop important.

Dans ces conditions ne pensez-vous pas qu'il y aurait intérêt à ce que le programme naval tout d'abord soit voté rapidement et ensuite à ce qu'il continue le

plus possible d'unités sous-marines. Si on nous demande une réduction de 10%, 20% il vaudrait mieux que cette réduction fût à opérer sur 86 sous-marins que sur 12.

M. le Ministre. Je puis vous indiquer quelle sera l'attitude du Gouvernement français à Washington. Précédant ce qui est arrivé et l'attitude de l'Angleterre j'ai prescrit à nos experts navals de faire selon les considérations suivantes : Pendant la guerre, les établissements de la Marine ont été pour ainsi dire exclusivement employés à fabriquer des obus et du matériel de guerre non seulement pour l'armée française mais pour un certain nombre d'armées alliées : de ce fait nous n'avons pu construire aucune unité navale sérieuse, tandis que l'Angleterre et l'Amérique ont non seulement continué mais intensifié leurs constructions navales. J'ai remis à nos délégués la liste des navires de guerre que nous aurons été obligés d'acheter à l'étranger. Nous nous sommes sacrifiés à l'intérêt général des alliés et nous trouvons de ce fait dans une situation d'infériorité évidente nous avons le droit de rattraper les années que nous avons perdues.

M. le Président. Pourrions nous avoir la quasi certitude qu'on ne diminuera pas le programme que nous aurons voté.

M. le Ministre. A la conférence de Washington, on n'a parlé tout d'abord que des grosses unités. Les propositions de M. Hughes ont suscité en Angleterre, j'en ai eu l'assurance de plusieurs côtés, une sorte de convenance. L'Angleterre a fait bonne figure à contre-cœur. Mais aussitôt elle a dit : moins de dreadnoughts soit mais aussi moins de sous-marins et là nous sommes directement visés. J'ai immédiatement envoyé des instructions pour qu'aucune atteinte ne soit portée à notre sécurité. Il serait évidemment regrettable qu'une Commission parlementaire semblât être favorable à une réduction des armements sous-marins ; peut-être à ce point de vue la serait-il plus habile d'ajouter au programme

mais je suis toujours préoccupé de cette idée : aller vite, avoir
mon programme le plus tôt possible. Même avec le programme
réduit auquel vous vous êtes arrêté je me heurte à des
difficultés d'ordre financier. M. Doumer m'a demandé de
réduire les crédits de cette année pour reporter mon effort sur
l'an prochain c'est ainsi que de 222 millions que j'avais
prévus pour le budget de 1922 j'ai dû revenir à 170 millions.
Ce n'est peut-être pas le moment d'augmenter le programme.

M. de Kerquejean

Vous avez dit, Monsieur le Ministre, que dans vos instruc-
tions aux experts navals vous leur aviez recommandé de
faire valoir les sacrifices faits par la France pendant la
guerre et le retard que de ce fait nous aurions subi dans
nos constructions, retard qu'il nous faut rattraper.

Je crois qu'il y avait d'autres arguments à donner et j'ai
peu que nous n'ayons pas la même conception de cette affaire.
J'ai vu, comme vous, que l'Angleterre à Washington
avait eu la préoccupation de réduire le nombre des sous-
marins comme celui des grosses unités. Cette idée de
supprimer le sous-marin n'est pas nouvelle chez nos voisins.
Elle était déjà manifestée lors des négociations du traité de
Versailles. Non seulement l'Angleterre avait insisté pour
qu'on détruisît les sous-marins à livrer par l'Allemagne,
mais elle avait envisagé la possibilité d'obtenir l'interdiction
pour l'avenir de construire des sous-marins forte à l'onté.
Les nations. Je fus averti de cela par deux officiers de mes
amis : je courus chez M. Leygues alors ministre de la Marine
pour lui demander si ce qu'on me rapportait était exact.
On m'a répondu M. Leygues : l'Angleterre s'avait bien
en effet que le jour où la France n'aurait plus de sous-
marins, l'Armada anglaise serait à l'abri de toute menace
et régnerait sur les mers. J'avertis le ^{com} de la Marine
de ce fait et le soir nous eûmes une entrevue avec M. Clemenceau
qui se montra d'ailleurs furieux de l'aveu de M. Leygues.

Et nous fîmes unanimes à dire à M. Clemenceau que jamais nous n'accepterions pareille situation.

Si vous vous contentez de dire: nous avons à rattraper le temps perdu comme la France n'a jamais eu de flotte sous-marine cela ne servira pas à grand chose. Il faut que la France se crée une flotte sous-marine que la vieille marine n'a pas eu lui constituer. Il faut que nous sortions de la conférence de Washington avec la liberté complète la flotte nécessaire non seulement pour défendre ses côtes mais aussi ses colonies. Nos experts doivent dire la France a une grande étendue de côtes, elle a de nombreux colonies maritimes, il faut qu'elle ait les sous-marins nécessaires pour assurer la sécurité de la métropole et des possessions lointaines et les unités puissantes nécessaires pour opérer les liaisons entre ces flottilles de défense. Voilà le langage qu'il faut tenir et non parler de retard à rattraper.

M. le Ministre: Nous sommes d'accord, cela se trouve également dans les instructions que j'ai données, mais le retard à rattraper est un des arguments qu'on peut faire valoir.

M. Louis Lissier: Les Anglais, depuis Pitt ont toujours eu peur des sous-marins. Le nombre de nos sous-marins doit être fonction de l'étendue de nos côtes.

M. le Ministre: Nous sommes d'accord.

M. L. Lissier: Ne pourrions nous pas dès maintenant introduire dans le prochain budget des crédits modestes qui constitueraient une amorce pour les constructions ^{de} sous-marins prévues dans votre programme de défense des côtes.

M. le Ministre: Je déposerai demain le projet de loi relatif à la défense des côtes: il prévoit 30 sous-marins à construire en 5 ans.

M. Lissier: Il serait intéressant dès maintenant d'amorcer la construction de ces sous-marins. Votre défense des côtes pose un grand nombre de problèmes, organisation de l'aéronautique, batteries, point d'appui, commandement. La discussion en sera longue certainement. En amorçant

sont ensuite la construction de ces 30 sous-marins sous pla-
cés les gouvernements étrangers devant le fait accompli
vous détachez le programme des sous-marins du programme
général de défense des côtes, vous demandez des crédits im-
menses. Vous aurez plus de force pour résister aux
demandes de réduction qui pourraient être faites.

M. le Ministre Cela me paraît difficile à réaliser

M. le Président Personne n'a plus de question à poser à M. le Ministre ?
~~Dans ces conditions~~ Nous allons donc lui rendre sa liberté en
le remerciant d'être venu parmi nous

M. le Ministre de la Marine se retire.

M. le Président Nous avons à statuer sur l'amendement de M. Perreau
qui tend à supprimer l'article 3 du projet de loi relatif au
programme naval.

Cet article 3 est ainsi conçu: "Les constructions ci-dessus
autorisées ne pourront être réparties qu'entre trois arsenaux au
plus."

Je fais remarquer qu'aucun arsenal n'est visé et qu'on
laisse au Ministre de la Marine le soin de choisir les arsenaux
où seront données les constructions.

M. Perreau Les populations de nos ports de guerre ont été très émuës.
Deux arsenaux d'après l'article 3 ne recevront pas de commandes.
Ce n'est pas vraiment au moment où le programme de défense
des côtes va réclamer l'activité de tous nos ports de guerre
qu'il faut arrêter deux d'entre eux.

Bien qu'on n'ait visé aucun arsenal, il est certain
que Rochefort est désigné par tout le monde comme
devant être parmi les arsenaux sacrifiés

Je vous ai dit à la dernière séance que Rochefort avait
pendant la guerre été doté d'un outillage moderne, dans
l'intérêt de nos finances il me paraît important de ne pas le laisser
inutilisé. qui vous dit qu'en supprimant Rochefort,

vous réaliser des économies. Je vous ai indiqué que vous auriez à payer des indemnités des pensions, des frais de déplacement. Allez vous obliger 4000 ouvriers avec leur famille c'est 16 à 20000 personnes à émigrer?

Le Ministre de la Marine vous a dit pourquoi il tenait à conserver 5 arsenaux, s'il veut réaliser rapidement le programme de défense des côtes, il faudra que les arsenaux marchent à plein. On prétend que Rochefort ne peut construire que de petites unités. Les cales lui permettent de construire des unités ayant 140 mètres de long, il y a des grues électriques une grue Titan, qui allez vous faire de tout ce matériel! Enfin le Ministre vous demande de voter le projet rapidement si vous maintenez cet article 3 le projet devra retourner à la Chambre.

Je vous demande de supprimer cet article 3 qui jetterait le trouble parmi des populations laborieuses, qui constituerait une perte sèche pour nos finances et retarderait le vote du projet.

M. Hennessy Lorsque nous avons examiné le projet de loi j'ai dit que tout le monde était partisan de la réduction du personnel des arsenaux. J'ai ajouté que je ne voterais pas le programme naval si on ne diminuait pas les dépenses des arsenaux. Je vous avais expliqué que si vous votiez le programme naval avant que la réforme des arsenaux ne fût réalisée on se servirait du programme naval pour vous imposer le maintien des arsenaux. La situation financière exige des économies et dans ces circonstances nous devons mettre les questions d'intérêt général au dessus des questions électorales. L'Angleterre, l'Italie diminuent le nombre de leurs arsenaux et concentrent leurs efforts sur deux ou trois grands chantiers. Il serait étrange de ne pas nous voir suivre cet exemple dans la situation financière où nous nous trouvons.

M. Lemaire

Je n'ai pas grand chose à ajouter aux observations que j'ai insérées dans mon rapport. Elles n'étaient d'ailleurs que le résumé de ce qui a été dit à nombre de reprises.

soit en commun, soit en réance publique. Il est inadmissible que les frais généraux de la marine soient aussi considérables et que pour la marine de terre, pour cette armée de sapeurs, ouvriers agents techniques ingénieurs etc on dépense plus de 650 millions alors que les dépenses militaires atteignent seulement 572 millions. C'est là une proportion inacceptable. Si nous voulons faire un véritable effort pour notre marine navigante il faut diminuer le nombre de nos arsenaux.

Je fais remarquer que l'article 3 ne dit pas il faut supprimer tel ou tel arsenal le Ministre conserve toute liberté de choix mais ce que nous ne pouvons admettre c'est qu'on continue à gaspiller dans les arsenaux de l'argent qui serait si utile à notre flotte.

M. Perreau La suppression d'un ou deux arsenaux ne vous procurera aucune économie : vous n'avez qu'à utiliser ce que vous avez sous la main et à organiser industriellement vos arsenaux.

M. Brindeau M. Perreau a défendu Rochefort c'est un droit : mais il faut tenir compte des apaisements donnés sur ce point par le Ministre de la Marine. Il a dit qu'il comptait établir à Rochefort le centre de la défense des côtes de l'Atlantique il a ajouté qu'on y mettrait sans doute des troupes noires. Je crois qu'il y a lieu de tenir compte de cela.

L'amendement de M. Perreau mis au vote n'est pas adopté.

Discussion de l'Amendement de M. de Kerguezec

M. de Kerguezec Je crois qu'il est reconnu par tout le monde qu'en le 4 août l'Angleterre n'avait point fait sortir sa flotte pour bloquer la flotte allemande ce n'est pas la 2^e escadre légère qui aurait pu empêcher celle-ci de bombarder Cherbourg, Brest et Lorient de s'en emparer et d'opérer un débarkement ce qui nous aurait obligé à distraire de nos armées de l'Est un certain nombre

d'unités qui nous auraient singulièrement fait défaut lors de la bataille de la Marne. M. Lloyd George était donc fondé à dire que si l'Angleterre n'avait pas à ce moment là et pendant toute la durée des hostilités assuré la liberté de mer, la bataille eût été perdue. Et c'est ce même rendu par l'Angleterre qui a beaucoup pesé sur le traité de Versailles.

Il faut nous affranchir de cette tutèle que l'Angleterre prétend exercer sur nous et pour cela il faut abandonner sans hésiter les ennemis pratiqués et continués par notre haut état-major qui, malgré toutes les leçons de l'expérience continue à former les flottes de haut bord sans se rendre compte que sur ce terrain nous serons toujours inférieurs et que notre salut se trouve seulement dans une flotte de surface c.à.d. une flotte de sous-marins, de torpilleurs qui nous mette à l'abri de toute attaque et nous permette au besoin d'entreprendre les opérations navales d'un ennemi plus puissant par ses grosses unités.

Où la politique poursuivie jusqu'ici nous a-t-elle menés? Nous n'existons plus au point de vue naval, la France n'est plus que la première des petites puissances. Si nous pouvions nous passer de l'Angleterre, beaucoup de choses ne se produiraient pas et nous serions traités autrement.

Actuellement que possédons nous en cuirassés? Cinq Jean Bart et trois Bretagne et encore sont-ce des unités démodées. Pouvons nous constituer une flotte de haut bord offensive? Il faudrait 10 ans et 12 ou 15 milliards. Nous ne pouvons y songer notre situation financière nous l'interdit.

Et cependant il faut que la France ait le droit d'être maîtresse chez elle, qu'elle ait la sécurité de ses côtes et le droit de choisir ses alliances. Demain nous pourrions être sommés par une puissance voisine de lui ouvrir des bases navales. Avez-vous le moyen

de nous y opposer ? Non

Et cependant il serait facile d'écrire une marine qui nous permettrait de reprendre notre liberté en ayant une défense fixe et une défense mobile bien armée. La défense fixe se composerait de batteries, de mines, d'ancres; la défense mobile de torpilleurs et de sous-marins. Avec une défense ainsi armée la France sera inviolable et elle aura le droit d'élever librement la voix dans le concert des nations. C'est à ce résultat que nous devons consacrer tous nos efforts. Le jour où l'idée que je recommande sera entrée dans les bureaux des Etats-majors, le jour où il chercheront la solution du problème non dans les flottes de haut bord mais dans les flottilles et les flottes sous-marines nous aurons fait un grand pas.

L'organisation défensive de la France a comme corollaire une défense identique de nos colonies. En ce moment l'Indo-Chine est à la merci du Japon. Ajoutez nos marins en Indo-Chine le Japon ne peut plus venir. Pour réunir la métropole et nos colonies il faut des sous-marins de haute mer à grand rayon d'action: aucune flotte ne pourra les intercepter.

Le plan que je ne fais qu'esquisser pourrait être complété par des services d'aéronautiques primaires par des dirigeables rigides, des avions. Pourquoi a-t-on dit que les rigides que la Marine existait à la fin de la guerre. Les résultats donnés par l'aviation commerciale vous montrent tout l'intérêt qu'il y a à ne pas négliger la voie de l'air pour relier nos différentes possessions.

Avec 150 sous-marins de grande et petite patrouille avec une aviation nombreuse les côtes de France seront inviolables et nos colonies à l'abri de tout coup de main. Les grandes flottes seront obligées de reculer devant ces petits navires et ces avions.

Je sais bien qu'on cherche à mettre les avions à l'abri de la torpille, il suffira d'augmenter la quantité d'explosif embarqué dans la torpille pour que le tiraillement soit vain.

M. Lurier disait à la dernière séance Bizerte est inutile car c'est un port qu'on peut facilement bloquer. Or si nous n'avons pas de sous-marins. S'il y a une escadille de sous-marins posés à Bizerte je défie aucune flotte d'arriver à le bloquer.

Les Anglais ont bien compris l'importance des sous-marins. En 1920 ils en avaient 168, les Etats Unis 120, l'Italie 78 et la France 41. Les Anglais construisent de grands sous-marins, ils organisent formidablement leur flotte aérienne.

Je veux de vous dire que la France avait 41 sous-marins. Elle les a sur le papier, car aujourd'hui elle n'en a guère plus de 12 capables de tenir, avec les sous-marins allemands qu'on est en train de reparer on arrivera à 25 environ. Nous nous sommes réduits à deux douzaines de sous-marins si demain la guerre recommence.

Cet état lamentable est le résultat des erreurs de l'Etat-major. Les sous-marins ne peuvent pas de pavans. L'Etat-major veut des navires de haut bord par ce qu'ils constituent de beaux commandements. Au ministère de la Marine un seul homme s'occupe des sous-marins, les ingénieurs ne s'intéressent pas aux sous-marins, il y a un bureau d'essai mais pour les coques de grands navires, il n'y en a pas pour les coques de sous-marins. Les ingénieurs du génie maritime disent: il n'y a pas de moteurs pour les sous-marins. Il n'y en a pas parce qu'ils ne les cherchent pas. La meilleure preuve c'est que lorsque M. Landry devant cette carence de son administration s'est adressé à l'industrie privée, celle-ci lui a dit avec un décalage de deux ans nous pourrions vous

constitue 60 à 80 sous-marins par an.

Le sous marin est l'âme des nations pauvres, avec lui, en l'utilisant en grand nous pouvons redevenir une nation indépendante et assurer la sécurité de nos côtes.

On vous a dit comment des 36 sous-marins que j'avais réussi à faire adopter par les Communions de la Marine et du budget de la Chambre, il ne reste plus aujourd'hui dans le programme que 12. Je suis convaincu que M. Guisth'au a manqué d'énergie; s'il avait dit à la Chambre il me faut 36 sous-marins on les lui aurait donnés.

Quant à moi je ne puis m'associer à la solution qui vous est proposée. Je suis décidé à dire à la tribune toute la vérité car les fautes que les peuples pardonnent le moins sont celles qu'on leur laisse commettre. Alors vous continuer à vous laisser imposer des alliances comme celles que vous avez. N'allez-vous pas essayer de récupérer votre liberté? M. Guisth'au vous a dit: attendez, je prépare un programme de défense des côtes: ce programme comporte la construction de 30 sous-marins. On vous sert ainsi des tranches de programme. Ce n'est pas assez: nous devons nous engager franchement dans une politique navale nouvelle. Je veux un programme d'ensemble et je veux obliger le ministre à venir dire publiquement voter mon programme, voilà la politique que je veux désormais pratiquer et cette politique ne peut être qu'une politique de défense.

M. le Président

Je crois que vous sommes unanimes à penser que la France doit pratiquer une politique défensive et avoir la flotte de cette politique.

M. de Kerguelen

Plus pourquoi ne me suivez vous pas? Allez vous voter avec 24 ou 36 sous-marins alors que l'Italie en possède 38. M. le Ministre nous dit: je dépose un programme de défense des côtes. Quand ce programme sera-t-il voté et ne craignez-vous pas que votre Commission se fane.

ne venne vous dire : devant d'entamer un nouveau programme terminez le premier ?

Non, il faut que la question soit posée devant le Parlement et devant le pays. Je veux obliger le Ministre à entrer dans une voie qu'il ne veut pas suivre, je veux qu'il aie une direction de la guerre sous marine, je veux qu'il cherche des solutions. Le meilleur moyen d'obtenir ce résultat est de voter mon amendement. On m'oppose une question de procédure ? M. le Président en a fait justice. Nous commission de la Marine de guerre avons seuls qualité pour dire ce qu'il faut au pays pour sa défense et sa sécurité, au Gouvernement il appartient de trouver les moyens de réalisation. Si nous avions une flotte sous marine, nous ne serions pas aujourd'hui dans la position humiliée où vous vous trouvez à Washington.

M. Lemaire R^{ous}

M. de Kerqueren a abordé un grand nombre de questions celle de nos alliances, celle de la conférence de Washington celle de la création d'une direction de la guerre sous marine il me permettez de ne pas le suivre sur ces différents terrains. Nous avons à examiner aujourd'hui un point spécial. Devons nous revenir sur un vote que nous avons émis et dire nous nous sommes trompés.

Il y a deux ans que le problème est posé. Après de longs débats on est arrivé à une transaction et on a voté à la Chambre de programme naval que vous avez adopté et sur laquelle j'ai présenté mon rapport. Il s'agit de savoir si nous allons annuler le vote du programme naval et reprendre la discussion.

M. de Kerqueren admet que 3 croiseurs, 6 sous-marins et 12 torpilleurs sont indispensables. Il trouve insuffisant le nombre de 12 sous-marins et il propose d'en ajouter 14.

S'il n'y a pas les crédits pour exécuter le programme renfermé ce ne sera qu'une manifestation platonique.

Or vous avez eu connaissance des objections de M. le Ministre de
Finances, M. Guist'hau vous a dit qu'il s'efforçait de ramener
de ramener à 172 millions les dépenses de construction pour
1922 par ce qu'il n'y a pas d'argent. Et c'est dans ces condi-
tions que M. de Kerguezec demande un accroissement du
programme et par suite une augmentation de dépenses.
C'est reprendre la politique d'atténuation qui a prévalu
depuis deux ans.

Où en veut-on vouloir nous abriter ? Sous prétexte de
faire mieux ailleurs nous ne rien faire ?

Ceci ne veut pas dire que je n'approuve pas un certain
nombre d'idées émises par M. de Kerguezec. Comme lui je
veux beaucoup de sous-marins, je veux aussi que des
commandes de sous-marins soient passées à l'industrie
privée de manière que celle-ci puisse s'outiller en vue de
cette construction et que le jour venu elle puisse rendre des
services à la défense nationale.

Ce n'est donc pas une opposition à la question de fond que
je manifeste mais je dénie aborder et aborder vite.

Nous n'avons pas à examiner aujourd'hui la politique
navale nous le ferons au sujet des programmes de dépenses
des votes. Cependant je dois dire que je ne comprends pas
le mot de politique défensive. Il n'y a ni politique défensive
ni politique offensive il y a la politique de guerre qui
consiste à détruire les flottes ennemies de même que
la politique de guerre terrestre consiste souvent le mot de
marichal Foch à détruire les armées ennemies. M. de
Kerguezec ne demande pas je crois la suppression des flottes
de haut bord.

Nous n'avons d'ailleurs pas à trancher cette question
aujourd'hui. L'adoption de l'amendement de M. de
Kerguezec retarderait le vote du projet je vous prie
de ne pas l'adopter. Cela n'empêchera pas M. de

de quelques Jettées l'attention du Parlement et du Gouvernement sur l'importance qu'il y a à accroître notre flotte sous-marine. Il peut le faire au cours de la discussion publique et dans ces limites je suis prêt à le soutenir, mais traduire cela par un amendement que nous adopterions ce serait retarder le vote du projet de loi.

M. Hennessy. Je estime pour ma part que le programme est mal amenagé. Acquiescement des croiseurs de 8000 tonnes.

M. de Kerguérec. M. Lénier a fait le procès des attermoiements qui ont retardé le vote du programme naval. Les attermoiements ont eu au moins un résultat c'est d'annuler le programme. Le projet primitif ne comportait aucun sous-marin.

M. Hennessy. Vous vous souvenez que le Ministre est venu vous dire ici que les croiseurs allemands seraient de 10000 tonnes et que notre but devait être d'avoir des croiseurs toujours un peu supérieurs aux unités allemandes; il avait parlé de construction de croiseurs de 11000 tonnes. Pour moi les croiseurs de 8000 tonnes sont une erreur. Mais la Commission est déjà prononcée je n'y reviens pas.

M. de Lamoignon. En effet les croiseurs de 8000 tonnes ne correspondent à rien. J'aurais voulu des croiseurs de 12000 tonnes. Je ne suis en effet nullement de l'avis de M. de Kerguérec qui estime que le règne des flottes de haut bord est terminé. Pour moi il vaut mieux avoir un bon croiseur que 6 sous-marins. Ce sont les flottes de haut bord seules qui peuvent assurer la liberté de la mer. Nous l'avons bien vu lors de la dernière guerre. Les sous-marins n'ont pas empêché les Américains de venir par milliers en France et cela n'aurait pu être évité si la flotte de haut bord allemande avait pu tenir la mer.

Je ne nie point l'utilité du sous-marin, mais la maîtrise de la mer appartient toujours aux nations qui auront des unités de surface puissantes et bien armées.

L'amendement de M. de Kerquerer n'est pas adopté

M le Président

Je vois que l'amendement de M. de Kerquerer, et c'est ce qui semble résulter de la discussion a été repoussé uniquement pour des raisons d'opportunité et que vous soumettez tous partisans de voir pousser la construction des unités sous-marines.

Il ne faudrait pas, surtout en ce moment où on délibère à Washington qu'on put croire que nous eussions dans les vues de l'Angleterre et que nous sommes partisans de la réduction des flottes sous-marines.

Il me semble tout d'abord que M. Lénery pourrait faire un rapport supplémentaire, au sujet de l'amendement de M. de Kerquerer dans lequel il expliquerait que c'est pour ne pas retarder le vote du projet que nous n'avons pas adopté l'amendement, mais que plus que jamais nous estimons qu'on doit prévoir la constitution d'une flotte sous marine importante, ne comportant aucune intention agressive à l'égard de qui que ce soit, mais qui est nécessaire pour défendre nos côtes et assurer la sécurité non seulement de la métropole mais de nos colonies. Dans ce rapport M. Lénery ferait allusion à l'engagement pris ici-même par le Ministre de la Marine de comprendre la construction de 30 sous-marins dans son programme de défense des côtes. Il ne pourrait ainsi y avoir aucune erreur dans l'interprétation du vote que vous venez d'émettre.

La Commission adopte les propositions de M le Président et M. Lénery est chargé de déposer un rapport supplémentaire

M le Président

On pourrait également dire à débat par le vote d'un projet de résolution qui serait la conclusion du rapport que venait de déposer M. Lénery.

après une discussion à laquelle prennent part M. M. Brard, Lénier
et de Kerqueze. Le projet de résolution suivant est adopté à l'unanimité

Projet de résolution

"La Commission de la Marine saisie d'un amendement de
M. de Kerqueze tendant à augmenter de 24 unités le nombre
des sous-marins portés au programme naval provisoire,
confirme, pour ne pas retarder le vote du projet de loi sur
votre précédent; mais en même temps prend la résolution
d'inviter le Ministre de la Marine, conformément aux
déclarations qu'il a faites devant la Commission au
sujet du projet de défense des côtes, à augmenter le nombre
des unités sous-marines dans une mesure suffisante pour
assurer l'entière sécurité des frontières maritimes."

M. le Président

Je porterai ce projet de résolution à la connaissance de M. le
Ministre de la Marine.

Je crois qu'il est bon également de le communiquer à la
Presse. (Amendement)

La séance est levée.

Le Président

Séance du Mardi 29 novembre 1921

Présidence de M. Gaston Doumergue

Présents: M. M. Doumergue, Guillois, de Kerqueze, Fénou, Fortin, Peneau, Bergon, Brard, Scherer, de Lamoignon, Hennessy, Riottéau, Henry-Berenger, Farjon, Le Hars Lervain, Crystian, Dredouët.

M. Lemeray. Donne lecture d'un rapport supplémentaire, commentant la résolution votée à la séance précédente.

Le rapport est adopté.

M. de Kerqueze. Respectueux des décisions de la Commission je ne m'oppose pas à l'adoption du rapport de M. Lemeray. Je regrette cependant que la Commission se soit bornée à émettre un vœu que pour ma part je considère comme platonique et ne soit pas entrée résolument dans la voie de la construction immédiate de sous-marins: du fait que nous votons un programme nous engageons notre responsabilité pour moi, je considère ce programme comme tout à fait insuffisant en ce qui concerne le nombre de sous-marins. Pourquoi le Ministère de la Marine ne veut-il pas de sous-marins, par ce qu'on est incapable d'en construire et je dirai à la tribune pourquoi nous ne sommes pas capables de copier les Allemands ~~et les Japonais~~ alors que les Japonais le font.

Alors que tout le monde a profité des leçons de la dernière guerre, nous restons l'arme au pied. Vous avez vu ce qui vient de se passer à la conférence de Washington. M. Briand avait auprès de lui un conseiller naval, fumeur aux conceptions de la guerre moderne. Il a demandé pour la France une flotte de capital ships de 300 000 tonnes ce qui représente 9 gros navires exigeant pour leur construction une somme de milliards.

C'est de la folie et cela ne correspond nullement aux conclusions du rapport de M. Lemaire.

On a parlé aussi à Washington des flottes sous-marines et on a proposé de limiter celle de la France à 90 000 tonnes. Si nous acceptons cela, ce serait un désastre : nous serions limités aux mains de l'Angleterre. Les Anglais comprennent bien qu'avec une flotte défensive importante nous reprenons notre liberté et nous leur échappons, ce qu'ils veulent éviter à toute force.

Je fais donc des réserves expresses sur le retard apporté à la construction de sous-marins, et je me réserve de le dire à la tribune.

M. de Laviguerie. Je ne conteste pas l'utilité d'avoir des sous-marins mais je ne voudrais pas que la Commission de la Marine eût l'air d'abandonner définitivement la construction des grosses unités qui sont encore, quoi qu'on puisse dire la base de toute marine.

M. le Président. Il faut cependant insister en ce moment surtout sur la volonté de la France de n'avoir qu'une marine défensive : il faut bien montrer que nous n'avons de pensée agressive contre personne.

M. de Laviguerie. Certes nous n'avons de pensée agressive contre personne mais si nous voulons que notre alliance soit recherchée et souhaitée il nous faut apporter la contribution d'une force, or cette force je la vois pour ma part dans une flotte de haut bord d'une certaine importance.

M. Hennessy. Si nous voulons continuer à construire à la fois des cuirassés et des sous-marins, nous n'arrivons à rien. La Commission de la Marine doit se faire une opinion et choisir. A mon avis nous devons chercher à persuader le monde entier que nous ne voulons faire la guerre à personne mais que nous désirons pouvoir nous défendre.

contre toute agression d'où qu'elle vienne

M. Guillaumet. Nous sommes conditionnés avant tout par notre situation financière qui ne nous permet pas de construire de grosses unités mais pour avoir une flotte défensive sérieuse il nous faut augmenter le nombre de nos sous-marins.

M. Lénier R^{es}. Nous n'avons pas à nous prononcer aujourd'hui sur des questions de tactique militaire ou de politique étrangère mais sur un programme de constructions immédiates. On nous demande des croiseurs de 8000 tonnes. Certains trouvent ces croiseurs insuffisants et auraient souhaité des croiseurs de 10 ou 12000 tonnes

M. Henry Béranger. Je crois que les deux types de navire ne correspondent pas aux mêmes besoins. Des croiseurs de 10 ou 12000 tonnes seraient de petits cuirassés rapides. ce n'est pas cela qu'on nous demande aujourd'hui, mais des conducteurs d'escadrilles : ce sont deux conceptions différentes. Les conducteurs d'escadrilles des autres nations n'ont que 7500 tonnes j'estime donc que le type qu'on nous propose est parfaitement suffisant.

M. Lénier. Votre observation est juste : en tous cas ces croiseurs de 8000 tonnes ne constitueraient pas une arme offensive, ils sont destinés surtout à assurer des relations rapides et sûres avec nos colonies et la liaison entre les différentes escadrilles qui défendent nos côtes. Quant aux sous-marins ce sont des armes défensives.

M. Henry Béranger. Je ne puis pas que nous devions aujourd'hui aborder la question de savoir quelle sera notre politique navale et je ne vois pas bien ce qu'on entend par flotte défensive et flotte offensive, quand il s'agit de se défendre on est amené à participer tantôt une politique d'offensive tantôt une

politique défensive: il faut savoir attaquer pour résister.
Dire dès aujourd'hui que par ce que nous ne voulons
attaquer personne nous devons abandonner toute
unité offensive me paraîtrait singulièrement dangereux.
Si la Commission de la Marine devait se prononcer sur
ce point je lui demanderais d'entendre auparavant
l'état-major car c'est à lui de nous dire comment
il conçoit la guerre: il serait délicat pour nous de nous
prononcer sur la valeur des armes. La conduite de la
guerre appartient aux autorités militaires. Si nous
devions prendre parti il faudrait au moins les entendre.

M. Linnery

Je n'ai jamais prétendu faire un cours de tactique:
mais mes alliés ont. Ils raison de dire: "puisque nous
diminuerons le ^{nombre} ~~nombre~~ de nos capital-ships la France doit
diminuer le nombre de ses sous-marins"? Je ne le
pense pas. Le sous marin est surtout une arme
défensive.

M. le Président

Nous n'avons pas, me semble-t-il à dire tel bâtiment
est une arme offensive, tel autre est une arme défensive.
mais notre programme naval doit être fonction de
notre politique or notre politique n'est pas une politique
d'agression ou de domination. Aller plus loin
et prendre parti pour telle ou telle arme serait une
erreur.

M. Estienne de
Constant

Voilà vingt ans que je combats au Parlement
pour qu'on abandonne la construction de grosses
unités. Alors nous, nous, Commission de la Marine
nous contentons de ne pas avoir d'opinion quand
il s'agit d'un si grave problème. Je suis heureux
de voir nos jeunes collègues reprendre aujourd'hui
les thèses qui furent chères à l'amiral Arbez et
que j'ai défendues après lui. Je prends acte de
cette attitude dont je me réjouis.

M. Henry Bérenger nous dit: allons nous nous lancer dans cette voie sans avoir consulté les amiraux? Je suis très respectueux des qualités et des prérogatives des amiraux, mais j'estime qu'une commission de la Marine qui n'oserait pas se prononcer sur une pareille question abdiquerait.

Allons nous nous perdre dans des subtilités pour savoir ce qui est offensif ou ce qui est défensif? Par flotte défensive nous entendons tout ce qui n'est pas escadre de haut bord. Pour des raisons techniques et financières les escadres de haut bord sont abandonnées et condamnées: organisons maintenant une marine défensive c. à d. une marine que doit avoir la nation qui ne cherchant pas la guerre a néanmoins le souci de défendre ses côtes.

J'ai été désigné comme président de la Sous Commission d'aéronautique. L'aviation est appelée à jouer dans les guerres ^{futures} ~~prochaines~~ un rôle prépondérant; il se produit en ce moment un tel mouvement de découvertes, que, si nous ne nous hâtons pas nous serons débordés. Briquet dans une brochure remarquable a dit qu'avec l'aviation les redoutables dreadnoughts ne seraient plus viables et disparaîtraient de la surface du globe. Je crois qu'il a raison. Ce n'est donc pas le moment de paraître soutenir les flottes de haut bord.

Je reconnais avec notre Président que la question ne peut être discutée aujourd'hui, mais il faudra bien un jour qu'elle vienne devant nous et que la Commission soit appelée à prendre un parti.

M. Leroain

M. de Kerguinée nous a dit tout à l'heure que si on ne construisait pas de sous-marins c'est parce que nous n'avons pas de personnel suffisamment

instruit au bout de moins suffisamment préparé. N'y
a-t-il pas là quelque exagération?

M. de Kerquezee

Mon cher collègue. La mauvaise volonté des états-
majors a fait que le personnel des constructions maritimes

M. Hennessy

On ne saura vraiment construire les moteurs que lorsqu'on
construira un grand nombre de sous-marins. Dans toutes
les marines on a fait des écoles.

M. le Président

Le rapport de M. Leinert ayant été adopté nous le
prouvons ~~notre~~ collègue de le déposer à la séance d'aujourd'hui.
(Assentiment)

La séance est levée.

Le Président

Séance du Vendredi 9 décembre 1921

Présidence de M. Gaston Doumergue

Présents M. M. Doumergue, Henry Berenger, Brindeau, Dubouy, Fénoux, Brindeau, Brand, Trystam, Bergem, Mulac, Debove, Fayon, de Lavignais.

Adoption d'un rapport.

M. Dubouy

donne lecture de son rapport sur le projet de loi modifiant les lois des 5 novembre 1909, du 21 avril 1914, et du 18 avril 1918 relatives au corps des ingénieurs d'artillerie navale.

Le rapport est adopté.

Lecture d'un avis.

M. Brindeau

J'ai reçu de M. Rio une lettre m'informant que deux modifications nouvelles seraient apportées au programme de constructions de paquebots et de cargos.

Vous vous souvenez qu'en nous demandant l'autorisation de mettre en chantier un certain nombre de paquebots le Gouvernement s'était réservé la possibilité de remplacer l'un des paquebots destinés aux lignes de Chine ~~par~~ deux ou trois paquebots destinés aux lignes de Corée. Nous avions demandé au Gouvernement de faire connaître sa décision définitive.

En ce qui concerne les Marie-Louise après en construction dans les arsenaux, M. Rio après y avoir renoncé avait ensuite demandé leur achèvement. Nous avions, sans enthousiasme souscrit à ce dernier désir car M. Rio nous avait expliqué qu'il coûterait presque aussi cher de

réaliser les marchés que racheter les cargos.

Depuis, la Commission des Finances, saisie de l'avis de la Commission de la Marine a exigé avant de se prononcer qu'un projet financier fût déposé, je crois savoir que ce dépôt est prochain. J'avais d'ailleurs indiqué dans mon avis qu'il me paraissait nécessaire qu'on procédât ainsi.

Dans la lettre qu'il m'a adressée M. Rio me fait connaître deux choses; tout d'abord que revenant sur la nouvelle décision qu'il avait prise, il renonce à construire q des 10 Marie Louise en chantier dans les arsenaux; ensuite il m'annonce son intention de construire des paquebots pour la Corse en lieu et place d'un paquebot pour l'Indo Chine. Les paquebots seraient mis à la disposition d'un consortium, dont il a déjà été parlé ici qui assumerait à la fois les services d'Algérie et de Corse. M. le Sous secrétaire d'Etat ne cache point d'ailleurs qu'il faudra un certain temps avant que ce consortium puisse fonctionner.

A la suite de cette lettre, j'ai rédigé un projet d'avis supplémentaire que je soumetts à la Commission.

M. Brindeau donne lecture du projet d'avis

~~M. Brindeau~~

M. Henry Beierger. — Je tiens à rendre hommage aux avis rédigés au nom de la Commission de la Marine par M. Brindeau: ils sont clairs et documentés et c'est grâce à eux que nous avons pu, à la Commission des Finances étudier la question et la tenir de très près.

Je tiens, au nom de la Commission des Finances, à vous dire que celle-ci fait les plus expresses réserves sur la façon dont la Marine marchande entend faire construire à grands frais par l'Etat, une flotte qu'elle revendra bon marché aux compagnies de

navigation. Nous avons déjà la flotte charbonnière commandée par M. Doucheux et qui coûte 188 millions sans que nous sachions où la caser au point de vue budgétaire : je vous avoue que la Commission des finances éprouve quelque hésitation à approuver un projet aussi désavantageux pour les finances de l'Etat.

J'ajoute que je suis très surpris de n'avoir pas connaissance, en ma qualité de rapporteur de la Commission des finances, de la lettre que M. Rio a adressée à M. Brindeau, il aurait dû m'en envoyer une copie.

Je crois pour ma part qu'il y aurait lieu d'apporter l'avis de la Commission de la Marine sur la construction de paquebots pour la Corse jusqu'à ce que nous ayons des ~~rapports~~ renseignements plus complets sur le consortium destiné à assurer les services de la Méditerranée.

Vous n'ignorez pas que la Compagnie Trappiniot qui assure les services de la Corse et doit faire sa première troupe partie du consortium a été l'objet à la Chambre de violentes critiques. A mon sens nous pourrions apporter toute d'cision sur ce point.

M. Brindeau

Je fais partie de la Commission qui étudie le moyen d'assurer les relations de l'Algérie avec la métropole. La constitution du consortium ne va pas sans certaines difficultés et je crains que le Gouvernement n'ait de la peine à aboutir.

Je ne verrais donc pour ma part aucun inconvénient à apporter votre avis sur la construction de paquebots pour la Corse.

En ce qui concerne la réhabilitation des marchés des Marie Louise nous serons je crois unanimes à l'approuver car ce n'est pas sans hésitation que nous accuons sur les instances de M. Rio accepté leur achèvement.

M. Henry Bérenger. Les propositions de M. Rio consistent à abandonner la construction de 9 de ces cargos et à en achever un ou deux avec appris par les journaux que lors des dernières tempêtes deux navires du type "Marie Louise" Le Gaston Dumesnil et le Raoul Briquet se sont perdus corps et biens, l'équipage du Gaston Dumesnil a disparu sans qu'on en ait jamais eu de nouvelles, l'équipage du Raoul Briquet a pu être sauvé.

Il y a là plus qu'une coïncidence. Les deux seuls navires français atteints par la tempête sont du type Marie Louise. Ont-ils été mal construits? Le rapport de mer du capitaine Burginière qui commandait le Raoul Briquet tendrait à le faire croire: est-ce bien la peine même d'achever un seul bateau d'un type qui n'offre pas à nos marins la sécurité nécessaire.

M. le Président

En présence de pareils faits qui ont soulevé l'émotion du monde maritime je crois qu'il y aurait lieu d'entendre M. le Sous-Secrétaire d'Etat Réserveur pour les deux questions (Assentiment)

M. Brindeau me donnera les éléments d'une lettre que j'adresserai à M. le Ministre en le convoquant.

Adoption de rapports.

M. Fayon

Donne lecture de rapports

1^o Sur le projet de loi ayant pour objet d'accroître le bénéfice du régime de la caisse des ~~Dépenses~~ Invalides de la Marine aux invalides maritimes de la Tunisie et de l'empire chérifien

2^o sur la proposition de loi de M. Jernonville tendant à modifier l'art 14 de la loi du 20 décembre 1920.

Les deux rapports sont adoptés

M. le Président

Je convoquerai M. le Sous Secrétaire d'Etat à la Marine
marchande pour le 11 décembre

Levier

La séance est

Le Président

Séance du lundi 11 décembre

Présidence de M. Gaston Doumergue
 Présents M. M. Tenoux, Michel, Fortin, Brard,
 Bergeon, Vayssières, Henry Berenger, Brindeau
 Guillobeau, Trépan, Riollan, Roustan, Lissier

Audition de M. Rio Sous Secrétaire d'Etat
 à la Marine marchande

Voici la sténographie de la Déclaration de M. Rio amenée
 au premier verbal de la présente séance.

Après l'audition de M. le Sous Secrétaire d'Etat, la séance
 est levée.

Le Président

Séance du Mardi 24 décembre

Présidence de M. Gaston Dourmerque

Présents M. M. Brindeau, Guilleaume-Lussier, Fenoux
Roustan, Lervaux, Le Hars, dechove.

Adoption d'un rapport

En l'absence de M. Bergeon appelé à Bruxelles par un deuil
il est donné lecture de son rapport sur le projet de loi
relatif à l'embarquement des officiers à bord des navires
armés au cabotage.

Le rapport est adopté.

La séance est levée

Le Président

Séance du Jeudi 29 décembre.

Présidence de M. Guillaumet. Vice-Président
Présents M. M. Brindeau, Périer, Nemessy,
Henri Delhove, Dubouy.

Examen d'une proposition de loi

M. le Président

Nous sommes saisis d'une proposition de loi
tendant à accorder un contingent de ^{deux} ~~trois~~ suppléments
de la Légion d'honneur à affecter au personnel
navigant de la Marine marchande.

Lors de la promotion des croix exceptionnelles
accordées à la Marine marchande sur 69 croix
51 ont été attribuées aux armateurs, assureurs
ingénieurs, et au personnel des ports et de l'administra-
tion centrale alors que 18 croix seulement au total
furent réservées au personnel navigant.

Il y a une injustice à réparer c'est ce qui amena
M. Dignac à déposer devant la Chambre la proposition
de loi dont nous sommes saisis.

La Commission de législation de la Chambre, tout
en reconnaissant le bien fondé de la proposition
de loi de M. Dignac a réduit de 50 à 20 le chiffre de
croix à attribuer.

La proposition vient d'être adoptée par la Chambre.

Il s'agit, Messieurs, d'une injustice à réparer
à l'égard du personnel navigant.

Il y a urgence à ce que cette proposition soit adoptée
pour que la promotion puisse paraître au premier
Janvier.

M. Brindeau connaît à merveille la question. Il
a sur la demande de notre Président préparé un court
rapport approuvant la proposition de loi, je vous

M. Brindeau

demande de bien vouloir l'entendre. (Assentiment)
donne lecture de son rapport qui est adapté

M. Hennessy

Vous savez par les journaux ce qui se passe à Washington. La France a réclame le droit de construire 35000 tonnes de capital ships. Cette proposition risque de faire échouer la conférence de Washington et donne à nos ennemis un prétexte sur lequel ils se sont fêlés pour nous accuser d'impérialisme.

J'ai dit à mes électeurs que le refus des ^{en 1912} ~~Chamberlain~~ ^{accepter} ~~la construction des constructions navales proposée par M. Winston Churchill~~ ^{une résolution des conseillers indiquant la mauvaise} volonté et ses desseins de arquette.

Je regrette qu'aujourd'hui nous ayons pris une attitude semblable.

Cette demande de 35000 tonnes de cuirassés nous a mis ensuite en mauvaise posture quand nous avons réclame la liberté pour construire des sous-marins. Et cette demande de 35000 tonnes est d'autant moins compréhensible que tout le monde sait bien que nous n'avons pas les moyens financiers de les construire.

Il y a eu de la part du Gouvernement français une faute grave.

Je demande ~~que~~ que ma protestation figure au procès-verbal.

La séance est levée

Le Président

Séance du Samedi 21 décembre.

Présidence de M. Gaston Doumergue

Présents M. M. Brindeau, de Kerquerze, Peneau, Dubouy, Brard, Le Hars, Farjon, Lervaux, Schœve, Hennessy, Guilleaume.

Examen d'une proposition de loi.

M le Président La Chambre vient de voter une proposition de loi tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur au ministère de la Marine (de guerre) pour récompenser les services rendus à l'occasion de la guerre.

M le Ministre de la Marine a beaucoup insisté pour que ce projet fut voté avant la séparation des Chambres.

La proposition est adoptée

M. Hennessy est nommé rapporteur.

Sur l'observation faite par M. de Kerquerze et plusieurs de ses collègues que dans les promotions précédentes les croix n'ont pas toujours été accordées comme elles auraient dû l'être, M. Hennessy insistera dans son rapport pour que les fournisseurs de la Marine soient exclus de cette promotion.

La séance est levée.

Le Président